

Lettre n° 554 du 6 Décembre 1995 relative aux retenues sur rémunérations pour service non fait dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 Janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.

(Gecko4266)

Suite à des décisions récentes du juge administratif (CE 27 avril 1994 "Service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Garonne, TA Nancy 25 avril 1995 "OSTERMANN c/ CHR Nancy) mon attention a été appelée sur les règles qu'il convient d'appliquer en matière de retenues sur rémunérations pour fait de grève dans les établissements visés à l'article 2 du titre Iv du statut général des fonctionnaires.

Compte tenu de la jurisprudence mentionnée ci-dessus, il y a lieu de se référer à la règle qui prévalait avant la loi N° 63-777 du 31 Juillet 1963 relative à certaines modalités de la grève dans les services publics et qui résultait d'un arrêt d'assemblée du Conseil d 'Etat du 22 avril 1960 "Ministre des PTT c/ BOUCHER.

En conséquence, en cas d'absence de service fait, la retenue sur la rémunération doit être, en ce qui concerne les agents des établissements visés en référence, **strictement proportionnelle** à la durée du service non fait.

Je vous précise par ailleurs que ni les retenues pour pensions ni les cotisations d'assurance maladie n'ont à être opérées sur la fraction du traitement non payée pour service non fait (avis du Conseil d'Etat du 8 septembre 1995 - JO du 29 Septembre 1995).

Le Directeur des Hôpitaux
Claire BAZY-MALAUURIE

Lettre-circulaire DH/FH1/N°96-4642 du 12 Janvier 1996
relative aux modalités de retenues sur rémunération
pour service non fait dans les établissements mentionnés
à l'article 2 de la Loi n°86-33 du 9 Janvier 1986 portant dispositions statutaires
relatives à la Fonction Publique Hospitalière

A l'occasion des mouvements sociaux intervenus dans la fonction publique hospitalière au cours du dernier trimestre 1995, j'ai indiqué par lettre n° 544 du 6 décembre 1995 qu'en cas de service non fait, la retenue sur la rémunération en ce qui concerne les agents des établissements précités, doit être **strictement proportionnelle à la durée du service non fait**.

Mes services sont interrogés sur les modalités de calcul des retenues qui découlent de cette instruction.

Je note que conformément à l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 82-272 du 26 Mars 1982, la durée hebdomadaire du travail effectif est fixée à 39 heures.

Par ailleurs, en application de l'article 6, le nombre de repos hebdomadaires légal est fixé à quatre pour deux semaines.

Il résulte de ces dispositions conjuguées que la durée quotidienne de travail effectif est de 7,8 heures soit 7h48.

Dans ces conditions, il est possible de déterminer la rémunération d'une heure de travail effectif effectué par les agents qui correspond ainsi au rapport entre le traitement mensuel brut de l'agent et 30 fois cette durée quotidienne (1/234^{ème}).

A titre d'exemple, un fonctionnaire exerçant ses fonctions à temps plein, nommé à l'indice brut 500 (IM 428) qui perçoit un traitement mensuel brut de 11500,33 francs se verra opérer une retenue, pour une heure de service non fait, de : $11500,33 \text{ F} / 234 = 49,146 \text{ francs}$.

Cette référence, comparée aux anciennes dispositions en vigueur, en matière de retenue pour service non fait, n'est pas préjudiciable aux intéressés dans le cas d'une journée légale sans travail effectif.

En effet, dans l'hypothèse ci-dessus, la retenue sur le traitement mensuel brut sera de 383,34 francs (49,146 F x 7,8 h). Celle-ci est identique à celle qui aurait été opérée en application de la règle du 1/30^{ème}.

Pour le Ministre et par Délégation
par empêchement du Chef de Service
adjoint au Directeur des Hôpitaux
Le Sous-Directeur
Danielle VILCHIEN